

Bureau du 13 avril 2022

L'an deux mille vingt deux, le treize avril à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

Absents/excusés :

THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
LEI Josiane, Présidente CCPEVA
TROMBERT Fabien, Président CCHC

Secrétaire de séance : Christophe MUTILLOD

Nombre de délégués membres du Bureau : 9 délégués

Date de convocation : 6 avril 2022

Délibération affichée le :

Point n°6 – Demande d'aides financières pour l'opération portant sur l'élaboration du plan pluriannuel de gestion de la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique (fiche action B1-7 du contrat de rivières)

Vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu la délibération D18_JUIL19 du 11 juillet 2019 du comité syndical du SIAC, précisant les missions du SIAC et approuvant les nouveaux statuts du syndicat dans lesquels ont été inscrites, par transfert, pour le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, les compétences, basées sur l'item 12 de l'article L.211-7 du code de l'environnement, d'animation, y compris pédagogique, et de concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques,

Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 11 juillet 2019, approuvant les nouveaux statuts du syndicat dans lesquels, il a été précisé que le syndicat est habilité à exercer par délégation la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GeMAPI) conformément aux dispositions de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement, habilitant le SIAC à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages et installations, dont la finalité concourt à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, et visant les items 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement,

Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 2 octobre 2019, approuvant les trois conventions à intervenir avec Thonon Agglomération, la Communauté de Communes Pays d'Evian Vallée d'Abondance et la Communauté de Communes du Haut-Chablais, déléguant la compétence GeMAPI au SIAC par les intercommunalités membres du syndicat,

Vu le projet d'avenant au Contrat de Rivières validé par la délibération D2_JANV20 du 30 janvier 2020, et signé le 9 juillet 2020,

Considérant les actions qui ont été retenues pour être inscrites au programme du contrat de rivières des Dranses et l'Est lémanique lors de l'avenant signé le 9 juillet 2020,

Considérant la fiche action B1-7 « Restauration et entretien des boisements de berges » du volet B1 du contrat de rivières,

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rapporteur, rappelle à l'assemblée les caractéristiques du marché public 2021-019 portant sur l'élaboration du plan pluriannuel de gestion de la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique.

Ce plan de gestion des cours d'eau principaux du bassin versant portera sur :

- Les boisements de berge (ripisylves) ;
- Le bois mort (embâcles, arbres morts ponctuels ...) ;
- Les plantes exotiques envahissantes ;
- Les secteurs potentiels de prélèvement de saules (pour fourniture de chantiers).

Les objectifs de la mise en place de ce plan de gestion de la végétation rivulaire sont de prévoir des opérations permettant de :

- Maintenir le boisement de berge dans un état fonctionnel et adapté aux différentes demandes reconnues d'intérêt général tout en respectant les diverses contraintes réglementaires ou écologiques.
- Stopper la progression des plantes invasives sur les secteurs pas, peu ou moyennement envahis.
- Définir, organiser, prioriser et planifier les interventions d'entretien et de restauration des ripisylves sur plusieurs années.
- Prévoir et concevoir les opérations qui permettent de sécuriser le bassin versant.
- Intervenir ponctuellement en cas d'urgence.

Les prestations confiées au prestataire retenu pour ce marché public sont les suivantes :

- Phase 1 : Mise à jour de l'état des lieux et actualisation du diagnostic
- Phase 2 : Définition des objectifs de gestion et priorités d'intervention
- Phase 3 : Etablissement d'un programme de travaux et des outils opérationnels de gestion
- Phase 4 : Constitution et suivi des dossiers règlementaires du plan pluriannuel de gestion.

Le marché public est prévu pour une durée de 13 mois dont 5 mois de délai d'instruction.

Ce marché public 2021-019 a été attribué à ECOTEC ENVIRONNEMENT pour un montant de 87 350 € H.T. soit 104 820 € T.T.C..

Le taux de financement prévisionnel dans le cadre du contrat de rivières est de 80 % et le taux d'autofinancement de 20 %.

Considérant les taux prévisionnels de subvention estimés dans la fiche action B1-7 du contrat de rivières, le plan de financement proposé pour la réalisation de ces interventions d'entretien sur la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique est le suivant :

Coûts prévisionnels et subventions estimées							
Montant	Agence Eau		CD 74		Autofinancement		
	Taux subv	montant	Taux subv	montant	Taux	montant	
Elaboration du plan de gestion des boisements de berges et du bois mort (+volet EEE) et DIG	87 350	50%	43 675	30%	26 205	20%	17 470
TOTAL € HT	87 350	50%	43 675	30%	26 205	20%	17 470
TOTAL € TTC	104 820	50%	52 410	30%	31 446	20%	20 964

Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** Mme la Présidente à solliciter les différents partenaires financiers, notamment l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse (AERMC) et le Conseil Départemental de la Haute-Savoie, pour financer l'opération précisée ci-dessus,
- **AUTORISE** Mme la Présidente à réaliser toutes les démarches administratives nécessaires à l'obtention des financements.

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.